

# Une voix forte venant de la Suisse romande

**Le conseiller national Pierre-André Page s'est fait un nom en tant que politicien de l'énergie profilé et influent, non seulement en Suisse romande, mais aussi au-delà. Dans l'interview qu'il a accordée à Avenergy, il nous propose un tour d'horizon de la politique énergétique suisse.**

Mars 2022, la pandémie du Covid et la crise économique qui en découle touchent lentement mais sûrement à leur fin, l'attention mondiale est entièrement tournée vers la guerre en Ukraine. Pour la politique énergétique, non seulement en Suisse mais aussi dans l'ensemble du monde occidental, cela signifie tomber de Charybde en Scylla: l'explo-

sion des prix du gaz, du pétrole et de l'électricité causent de gros dommages à l'économie et menacent la paix sociale. Derrière tous ces défis, un autre mégasujet de notre génération, le changement climatique, est passé nettement à l'arrière-plan: les discussions tournent à nouveau nettement plus autour des prix et de la sécurité de l'approvisionnement que de la protection du climat. Quelles sont les contradictions qui caractérisent la politique énergétique suisse? Disposerons-nous encore suffisamment d'électricité à l'avenir? Et quel est le potentiel des technologies d'avenir comme l'hydrogène, le power-to-liquid ou les biocarburants? Nous avons abordé ces questions et d'autres avec le conseiller national UDC, fribourgeois et agriculteur, Pierre-André Page au Palais fédéral de Berne.

**Avenergy Suisse: Pierre-André Page, merci de nous recevoir sous la Coupole fédérale. Le rejet de la loi sur le CO<sub>2</sub> par le peuple suisse le 13 juin dernier a été un tremblement de terre politique comme on n'en avait plus connu depuis longtemps dans notre pays. Où en est la thématique climatique aujourd'hui, trois quarts d'année après la votation? Quelles ont été, selon vous, les conséquences de ce non?**

**Pierre-André Page:** Au lendemain de la votation du 13 juin, le débat autour de l'initiative pour les glaciers avait déjà commencé à Berne! Il est rapidement apparu que les partisans défaits, issus des rangs des Verts et du PS, voulaient remettre en jeu, via le contre-projet à cette initiative, taxes, interdictions et

« Je suis convaincu que nous n'atteindrons pas l'objectif avec des taxes et des interdictions. Nous devons créer des incitations pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. »

prescriptions rejetées par le peuple: par exemple, la taxe controversée sur les billets d'avion ou l'augmentation de celle sur le CO<sub>2</sub>. La population l'a clairement exprimé: elle ne veut pas d'une politique climatique faite de taxes et d'interdictions: la volonté du peuple ne doit pas s'en aller par la petite porte...

**AS: Donc rien ne change, malgré le non à la loi sur le CO<sub>2</sub>?**

**PAP:** Non! Dans l'ensemble, le message a tout de même été compris. La réaction de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga l'a également montré. Encore une fois: la population ne veut pas de nouveaux impôts, nous devons donc trouver d'autres solutions. Je suis convaincu que nous n'atteindrons pas l'objectif avec des taxes et des interdictions. Nous devons créer des incitations pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Il a fallu quelques mois, après le 13 juin, pour que les partisans de la loi sur le CO<sub>2</sub> s'en rendent compte! Chez certains, le «non» du peuple a effectivement conduit à un changement de mentalité.

**AS: Cela ressemble effectivement à un progrès. Toutefois, le véritable dilemme, à savoir l'abandon simultané des énergies fossiles et du nucléaire, voulu par une majorité, alors que les besoins en électricité ont tendance à augmenter, reste malgré tout en suspens. Comment voyez-vous les choses?**

**PAP:** Après la catastrophe de Fukushima, tout le monde s'est effectivement alarmé et a estimé qu'il fallait sortir de l'énergie nucléaire le plus rapidement possible. La ministre de l'énergie de l'époque, Doris Leuthard, a alors conçu la stratégie énergétique 2050. Elle l'a vendue à la population en lui promettant qu'elle ne coûterait que 40 francs par ménage. Son intention était claire: nous donner bonne conscience, en Suisse, en abandonnant

l'énergie nucléaire et en ne brûlant plus d'énergies fossiles. Aujourd'hui, il faut bien le dire, cette décision s'avère une grande erreur. Car il est évident que demain, et en particulier en hiver, nous manquerons tout simplement d'électricité.

**AS: Quelles sont les solutions que vous proposez?**

**PAP:** Je défends l'idée que nous devrions améliorer notre autosuffisance, que l'électricité dont nous avons besoin, devrait être produite chez nous. Je suis favorable aux énergies renouvelables, panneaux solaires ou autres sources. Je pense également qu'il existe encore un grand potentiel dans le domaine de l'énergie hydraulique, en augmentant, par exemple, la hauteur des barrages.

**AS: Et que pensez-vous de la revendication souvent entendue de nouvelles centrales nucléaires?**

**PAP:** Pour éviter la pénurie d'électricité qui menace, il faut impérativement prolonger la durée de vie des centrales nucléaires existantes. Et ensuite? Je suis confiant que les centrales nucléaires de dernière génération pourront être exploitées, de manière rentable et sûre, après 2030. Nous n'aurons pas d'autre choix: si nous voulons une sécurité énergétique, nous ne pourrions pas éviter le nucléaire. Je suis persuadé que, d'ici cinq ou six ans, à Berne, une majorité parviendra à cette conclusion.

**AS: Parlons encore d'autres alternatives, notamment dans le domaine des énergies liquides renouvelables. Comment voyez-vous le potentiel des biocarburants et des carburants synthétiques, c'est-à-dire le power-to-liquid?**

**PAP:** Au niveau mondial, il y a là un potentiel de développement assez extraordinaire. Voilà pourquoi, comme membre du Comité de Biofuels Suisse, je m'engage, non seulement pour la promo-





tion des biocarburants, mais aussi pour les carburants et combustibles renouvelables produits de manière synthétique. Au Conseil national, je me suis engagé en faveur de la prolongation de l'allègement fiscal pour les carburants biogènes. Je considère aussi que, dans ces domaines, la collaboration avec l'UE est extrêmement importante, notamment la standardisation. Là nous devons impérativement exploiter les synergies et regarder plus loin que le bout de notre nez.

**AS: L'un des problèmes liés aux biocarburants est leur disponibilité. En Suisse, seuls les déchets peuvent être utilisés pour produire du biodiesel. Voyez-vous une solution dans la levée de cette interdiction?**

**PAP:** Non, je suis totalement opposé à l'utilisation de nos terres agricoles pour la production de biocarburants. Nous devons utiliser nos terres exclusivement pour produire des denrées alimentaires; pour la production de biocarburants, l'utilisation des déchets doit suffire. En aucun cas, nous ne devrions nous écarter de ce principe.

**AS: Une autre technologie d'avenir dont tout le monde parle actuellement est la pile à combus-**

**tible, alimentée par l'hydrogène. Vous êtes membre du groupe parlementaire sur l'hydrogène – est-ce la solution à tous nos problèmes de mobilité et d'énergie?**

**PAP:** J'ai rejoint le groupe parlementaire parce que j'étais convaincu que l'hydrogène était effectivement la technologie d'avenir par excellence. Entre-temps, ma vision a quelque peu évolué: l'hydrogène est certainement une excellente source d'énergie. Mais il dévore beaucoup d'électricité renouvelable pour sa production et la mise en place d'une infrastructure de réservoirs est coûteuse et compliquée. Je pense que l'hydrogène s'imposera dans certaines niches: dans les aéroports, où la flotte des véhicules peut fonctionner à l'hydrogène et être ravitaillée de manière centralisée, ou pour les entreprises de taxis, qui peuvent utiliser toute une flotte de véhicules à pile à combustible. L'idée que Monsieur et Madame Tout-le-monde se déplaceront un jour avec des véhicules à hydrogène est à mon avis une utopie.

**AS: Éloignons-nous un instant de la mobilité pour nous tourner vers les combustibles. Dans le secteur du bâtiment, les énergies fossiles que sont le mazout et le gaz sont particulièrement sous**

« Comme agriculteur, je ne le sais que trop bien: si l'on veut gagner de l'argent, on ne met pas tous ses œufs dans le même panier. »

**pression. L'évolution va-t-elle selon vous dans la bonne direction?**

**PAP:** En effet, depuis des années, les chauffages fossiles sont au centre des préoccupations politiques. Si l'on a l'ambition de s'éloigner rapidement des énergies fossiles, l'assainissement du parc immobilier est effectivement trop lent. Je ne vois pas forcément la faute chez les propriétaires qui, à mon avis, aimeraient faire plus pour la protection du climat, mais plutôt dans le cadre légal, c'est-à-dire dans l'aménagement du territoire ou la protection du patrimoine. Bien sûr, il faut laisser autant que possible les bâtiments anciens très précieux dans

leur état d'origine. Mais il faut aussi donner aux gens les moyens de pouvoir rénover rapidement et à moindre coût leurs bâtiments sur le plan énergétique. Je suis convaincu que la majorité de la population souhaite vivre dans des bâtiments qui consomment peu d'énergie, car elle est consciente du réchauffement climatique et de la nécessité d'y remédier. Néanmoins, je rejette les interdictions et les réglementations trop nombreuses – la population est suffisamment intelligente pour aller dans la bonne direction sans contrainte étatique.

**AS: Alors, si nous vous comprenons bien, vous plaidez pour plus de marché libre dans la politique énergétique?**

**PAP:** C'est exact. Et je plaide pour un mix énergétique raisonnable en Suisse. Nous devons conserver le mélange de production d'énergies avec le fossile, le nucléaire et le renouvelable qui a fait ses preuves et avec lequel notre pays fonctionne bien depuis des décennies. Comme agriculteur, je ne le sais que trop bien: si l'on veut gagner de l'argent, on ne met pas tous ses œufs dans le même panier!

**AS: Pour terminer, jetons un coup d'œil dans le pipeline de la politique énergétique. Quels sont les défis énergétiques qui nous attendent dans les années à venir?**

**PAP:** Eh bien, il y a tout d'abord la nouvelle version de la loi sur le CO<sub>2</sub>, actuellement encore en consultation. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a fait preuve de discernement et, dans son projet, a renoncé à de nouvelles taxes et interdictions. Je ne serais toutefois pas surpris que cela change encore dans le cadre de la consultation, car la gauche tentera de durcir la loi. Nous nous battons pour que la volonté du peuple soit respectée.

**AS: Quelles chances donnez-vous à l'initiative pour les glaciers?**

**PAP:** La première question est de savoir si nous réussissons à élaborer un contre-projet qui incitera les auteurs de l'initiative à la retirer? Honnêtement, je n'y crois pas. Je ne crois pas non plus que l'initiative passera la rampe du peuple, elle est trop extrême. Une interdiction absolue des énergies fossiles risque d'avoir du mal à passer auprès de la population, surtout dans une période aussi incertaine qu'aujourd'hui en matière de politique énergétique.

